

il y a lieu de s'interroger sur les sympathies politiques transnationales de ceux qui cherchent à circonscrire le débat à la seule « crise » du pétrole.

Plusieurs organismes internationaux, notamment la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, se sont penchés sur le rôle de médiation spéciale qu'ils devront jouer entre les pays que favorisent, et ceux que défavorisent, les augmentations rapides de certains prix, et on a déjà pris des mesures pour faciliter cette médiation.

Ce qui reste maintenant à faire, c'est d'obtenir des pays bénéficiaires des « crises » actuelles et à venir qu'ils consacrent une part des gains ainsi acquis — certains diraient mal acquis — à une augmentation de leur aide bilatérale versée sous forme de dons ou de prêts de longue durée et sans intérêt aux PVD désavantagés par ces mêmes crises, au lieu d'estimer qu'ils s'acquittent de leurs obligations « planétaires » du simple fait qu'ils ont accepté de déposer leurs liquidités excédentaires auprès de certains organismes internationaux. En d'autres termes, ces pays ne doivent pas se contenter simplement de jouer le rôle de nouveaux banquiers internationaux, quitte

à dissiper leurs liquidités excédentaires sur les marchés d'équipement militaire.

Dans le cas des pays producteurs de pétrole, l'aide ainsi fournie serait forcément déliée, à moins bien entendu qu'elle prenne la forme spécifique de « transferts de pétrole » (si toutefois la chose était permise par les règles du GATT). La formule suggérée ci-dessus procurerait donc une occasion unique de réduire l'étendue de l'actuel rapport entre l'aide bilatérale et le développement, sans créer de difficultés de balance des paiements dans les pays qui augmentent leur aide. Bien au contraire, comme cette aide servirait ultimement à financer des achats dans les pays industrialisés les plus concurrentiels, elle contribuerait en même temps à solutionner le déséquilibre des paiements auquel certains de ces pays font actuellement face. De plus, une telle aide serait sans contredit plus efficace que l'aide bilatérale actuelle qui est doublement liée quant à la source et à la nature des biens désirés. Les « nouveaux » donateurs pourraient vraisemblablement organiser entre eux la distribution de leur aide (e.g. sur une base régionale) et fournir aux bénéficiaires une assistance technique ayant pour but d'ai-

Tableau 4
Principaux produits d'exportation
des pays en voie de développement
(milliards de \$ É.-U.)

Année	Pétrole	Cuivre	Café	Sucre	Coton	Caout- chouc	Total
1950	2.50	0.39	1.69	0.90	1.20	1.54	8.22
1955	4.45	0.92	2.22	1.01	1.36	1.57	11.53
1960	6.32	1.04	1.85	1.22	1.09	1.71	13.23
1965	9.52	1.39	2.17	1.45	1.34	1.23	17.10
1970	16.65	2.87	2.81	2.03	1.56	1.46	27.38

Source: Banque mondiale, *Trends in Developing Countries*, 1973, Tableau 5.6.

Tableau 5
Prévisions quant aux prix des
principaux produits d'exportation
des pays en voie de développement
(1967-1969 = 100)

Année	Pétrole	Cuivre	Café	Sucre	Coton	Caoutchouc
1972	146	83	125	317	127	82
1973	208	140	155	413	177	164
Jan. 1974	665	159	174	647	300	252
1974	665	155	175	783	267	191
1975	665	138	163	522	250	159
1980	923	172	175	522	217	205

Source: Banque mondiale.